



BRÈVES ÉCONOMIQUES

Asie du Sud

Une publication du SER de New Delhi
N°44 2025

Faits saillants

- ❖ **Bangladesh** : L'administration fiscale veut intégrer 4 millions d'entreprises au régime de la TVA d'ici deux ans ;
- ❖ **Inde** : La Banque mondiale publie son rapport sur les inégalités : l'Inde est l'un des pays les plus inégaux ;
- ❖ **Népal** : Le FMI a prolongé la durée de sa Facilité élargie de crédit (FEC) pour le Népal de quatre mois supplémentaires ;
- ❖ **Sri Lanka** : Les autorités sri-lankaises estiment que les pertes économiques liées au cyclone se situent entre 6 et 7 Mds USD.

À RETENIR

7,2%

Prévision de croissance indienne de la
BAsD pour 2025/26

Bangladesh

L'administration fiscale veut intégrer 4 millions d'entreprises au régime de la TVA d'ici deux ans

Le National Board of Revenue (NBR) vise l'enregistrement de 4 millions d'entités supplémentaire à la TVA sur deux ans, contre seulement 644 000 actuellement (dont 380 000 soumettent effectivement des avis mensuels), afin d'élargir l'assiette et renforcer la conformité. Une campagne nationale est lancée en décembre avec un objectif de 100 000 nouvelles inscriptions ce mois-ci, parallèlement au déploiement du paiement de TVA en un clic et à l'extension des déclarations électroniques.

La TVA représente aujourd'hui 38% de la collecte fiscale, un niveau particulièrement élevé à comparer à la moyenne pour la zone Asie-Pacifique de 26% d'après l'OCDE. Il s'agit pourtant d'un impôt collectif non progressif, touchant donc proportionnellement plus les ménages défavorisés.

[Rising VAT reliance squeezes consumers](#)

Banques islamiques en difficulté : 120 Mds Tk proviendront du fonds de garantie

Les déposants de cinq banques islamiques fusionnées recevront jusqu'à 200 000 taka chacun d'ici décembre, via de nouveaux comptes ouverts auprès de la Sammilito Islami Bank. La Sammilito Islami Bank, qui a débuté ses activités le 2 décembre dernier, regroupe cinq banques islamiques en grande difficulté.

Les paiements seront financés par le fonds d'assurance-dépôts déjà transféré par la banque centrale. Les clients ayant des soldes supérieurs ne percevront qu'un maximum de 200 000 taka dans un premier temps. L'opération vise à soulager les petits déposants, pour un coût estimé à 120 Mds Tk.

Le Deposit Insurance Trust Fund (DITF) géré par la Banque centrale a été réformé en octobre dernier par le Deposit Protection Act. Celui-ci a notamment doublé le plafond de couverture à 200 000 Tk et créé la Deposit Protection Authority chargé de superviser le fonds. A décembre 2023, le fonds était constitué de 151 Mds Tk.

[5 troubled banks' depositors to get up to Tk2 lakh by Dec, but through new account](#)

La Banque asiatique de développement revoit à la baisse ses prévisions de croissance pour FY26 à 4,7%

La Banque asiatique de développement (BAsD) a révisé à la baisse ses prévisions de croissance pour l'exercice en cours (FY26), estimant désormais la hausse du PIB à 4,7%, contre 5% dans sa prévision de septembre. Cette révision s'explique principalement par une incertitude accrue des investissements avant les élections et un ralentissement de la croissance des recettes d'exportation. L'agence a également souligné que les faiblesses du secteur financier ont contribué à cette révision à la baisse.

Les exportations ont été affectées non seulement par une demande mondiale modérée, mais aussi par des perturbations d'approvisionnement liées à une importante grève au port de Chittagong en octobre, qui traite plus de 90% des importations et exportations du pays. Selon le Bureau de promotion des exportations (EPB), les exportations n'ont progressé que de 0,6% entre juillet et novembre FY26, contre 11,7% sur la même période l'année précédente.

La croissance du crédit au secteur privé a également ralenti, passant de 6,29% en septembre à 6,23 % en octobre, enregistrant ainsi le rythme le plus faible depuis au moins 20 ans. Ce ralentissement traduit la prudence des entreprises face au coût élevé des emprunts, à l'incertitude politique et à la demande des consommateurs faible.

Face à cette situation, le gouvernement a récemment abaissé l'objectif de croissance des exportations pour FY26, de 10% à 9%, et réduit celui du PIB de 0,5 point, à 5%. Pour comparaison, en octobre, le FMI avait projeté une croissance de 4,9% pour FY26, après 3,8% en FY25, tandis que la Banque mondiale prévoit une croissance de 4,8%.

[ADB lowers Bangladesh's growth forecast further | The Daily Star](#)

La dette extérieure du Bangladesh a augmenté de plus de 42% au cours des cinq dernières années

Selon l'International Debt Report 2025 publié par la Banque mondiale, la dette extérieure du Bangladesh a fortement augmenté au cours des cinq dernières années, atteignant 104 Mds USD fin 2024, contre 73 Mds USD en 2020, soit une progression de 42%.

Parallèlement, la pression liée au remboursement s'est nettement intensifiée : le service de la dette est passé de 3,7 Mds USD en 2020 à 7,35 Mds USD en 2024. Dans le même temps, les décaissements nets sont restés relativement stables, atteignant 11,1 Mds USD en 2024 contre 10,22 Mds USD cinq ans auparavant.

Au cours de la dernière décennie, le Bangladesh a massivement recouru à l'endettement extérieur pour financer plusieurs projets d'infrastructures majeurs : centrale nucléaire, métro, centrales électriques, extension de terminaux aéroportuaires, tunnel sous-fluvial et voies express aériennes. Le remboursement de ces projets, désormais engagé, pèse de plus en plus sur les finances extérieures.

Le rapport souligne ainsi que la dette extérieure représentait 192% des recettes d'exportation en 2024, tandis que les paiements au titre du service de la dette équivalaient à 16% des exportations. La Banque mondiale classe le Bangladesh parmi les pays connaissant une montée rapide des risques liés au remboursement de la dette extérieure, un groupe où seul le Sri Lanka figure également en Asie du Sud.

Cette fragilité est accentuée par la faiblesse chronique des recettes publiques. Le chairman du National Board of Revenue (NBR), Md Abdur Rahman Khan, a récemment déclaré que le Bangladesh avait déjà basculé dans une forme de piège de la dette, principalement en raison d'un ratio recettes/PIB très faible. Celui-ci est tombé à 7,7% cette année, contre environ 8% l'an dernier et 10,9% en 2015, limitant la capacité du pays à réduire sa dépendance à l'emprunt.

Pour mémoire, le Bangladesh demeure néanmoins l'un des principaux bénéficiaires de prêts concessionnels de l'Association internationale de développement (IDA), qui, avec le Nigeria et le Pakistan, concentre 30% des engagements totaux de l'IDA. À lui seul, le Bangladesh finance environ 26% de sa dette extérieure auprès de la Banque mondiale, suivi par la Banque asiatique de développement (BAsD) et le Japon.

Inde

La Banque mondiale publie son rapport sur les inégalités : l'Inde est l'un des pays les plus inégaux

La dernière édition du *World Inequality Report 2026*, publiée par la Banque mondiale et dirigée par plusieurs économistes de renom dont Lucas Chancel, Ricardo Gómez-Carrera, Rowaida Moshirif et Thomas Piketty, dresse le constat selon lequel l'Inde continue de figurer parmi l'un des pays les plus inégalitaires au monde, et cette situation ne montre pas de signes d'évolution.

Selon le rapport, l'écart de revenus entre les 10 % les plus riches et les 50% les plus pauvres demeure quasiment inchangé, passant de 38 % à 38,2 %. La concentration de la richesse parmi les ultra-riches indiens est plus élevée qu'aux États-Unis, au Brésil et en Afrique du Sud.

En effet, 10 % les plus riches détiennent près des deux-tiers de la richesse totale du pays, dont 40% détenu par le 1% le plus fortuné. À l'inverse, les 50 % les plus pauvres ne détiennent que 6,4 % de la richesse nationale. En matière de revenus, le rapport indique que les 10 % les plus riches captent 58 % du revenu national, tandis que les 50 % les plus pauvres n'en perçoivent que 15 %.

Le rapport souligne l'absence de progrès concernant la part des revenus détenue par la moitié la plus pauvre, ainsi que la faible participation des femmes au marché du travail, calculé selon le rapport à hauteur de 15 %, contre une moyenne mondiale de 49 %.

[World Inequality Report 2026: Top 10% earners in India capture 58% of national income, bottom 50% get only 15% | Business News - The Indian Express](#)

La Banque asiatique de développement relève sa prévision de croissance de l'Inde à 7,2% pour l'exercice 2025-26

La Banque asiatique de développement a sensiblement relevé fortement sa prévision de croissance du PIB indien pour l'exercice 2025-26, la portant à 7,2 %, contre 6,5 % précédemment.

Cette révision à la hausse repose principalement sur l'anticipation d'un rebond de la consommation intérieure, soutenu par les récentes réductions d'impôts ainsi que sur les performances solides enregistrées lors du premier semestre. Pour rappel, la croissance réelle du PIB a atteint 7,8% au premier trimestre et 8,2 % au deuxième trimestre, dépassant les attentes.

La BAsD souligne toutefois que la dynamique de croissance devrait ralentir au second semestre. Ce fléchissement s'expliquerait par la modération des dépenses d'investissement du gouvernement central, dans un contexte de consolidation budgétaire, ainsi que par un affaiblissement de la croissance des exportations. Cette dernière est notamment affectée par les droits de douane élevés imposés par les États-Unis, qui pénalisent certaines exportations indiennes.

Le rapport met également en garde contre un effet de base défavorable : la forte croissance attendue au premier semestre de l'exercice 2025-26 pèsera mécaniquement sur les taux de

croissance observés à la période correspondante de l'exercice 2026-27. Malgré cela, la BAoD maintient sa prévision de croissance à 6,5 % pour l'exercice 2026-27.

Pour rappel, le gouvernement indien a récemment engagé une série de mesures visant à soutenir la consommation et l'activité, parmi lesquelles la réforme du droit du travail, la rationalisation de la taxe sur la valeur ajoutée, ainsi que des dispositifs de soutien au crédit à destination des exportateurs affectés par les mesures tarifaires américaines.

Enfin, la Banque centrale indienne (RBI) anticipe également un ralentissement de la croissance au second semestre, avec une prévision de croissance annuelle du PIB réel de 7,3 %, dont 7 % au troisième trimestre et 6,5 % au quatrième trimestre. Dernièrement, la Banque mondiale anticipe une croissance annuelle de 7,6% tandis que le Fonds monétaire international projette une croissance moins dynamique, d'un rythme de 6,6%.

[ADB sharply revises upward India's GDP growth forecast to 7.2% for FY26 | Economy & Policy News - Business Standard](#)

La production industrielle tombe à son plus bas depuis près d'un an en octobre

En octobre, la croissance de la production industrielle indienne a fortement ralenti pour atteindre 0,4 % en glissement annuel, son plus faible taux de progression depuis 14 mois, contre 4,0 % en septembre.

Cette baisse s'explique notamment par un nombre réduit de jours ouvrables en octobre, en raison de la saison des festivités, ce qui a réduit l'activité industrielle mais aussi la chute de la production d'électricité, et des secteurs l'extraction minière.

En outre, la croissance du secteur manufacturier, qui représente une large part de la production industrielle, est tombée à environ 1,8 %, bien en deçà de celle de septembre (+4,8%). Parmi les catégories de biens, les biens durables et non durables ont vu leur production diminuer (-0,5% et -4,4% respectivement) tandis que les infrastructures et la construction (+7,1%) ont continué de croître, néanmoins plus lentement qu'auparavant (+10,2%)

[India's Industrial output at 14-month low in October - The Economic Times](#)

Népal

Le FMI a prolongé la durée de sa Facilité élargie de crédit (FEC) pour le Népal de quatre mois supplémentaires.

Le FMI a accordé au Népal une prolongation de quatre mois de sa Facilité élargie de crédit (FEC), désormais valide jusqu'en mai 2026, afin de finaliser la septième revue du programme. Initialement approuvée en janvier 2022, la FEC prévoit un accès total d'environ 195,9 MUSD, destiné à soutenir la stabilisation macroéconomique du pays dans le contexte post-pandémique.

Ce programme vise principalement à renforcer la mobilisation des recettes, améliorer l'efficacité des dépenses publiques, consolider la supervision du secteur financier et promouvoir la transparence budgétaire et la bonne gouvernance. La Banque centrale népalaise poursuit, dans ce cadre, l'audit externe des principales banques commerciales, notamment de la qualité des actifs.

[IMF extends Extended Credit Facility by additional four months](#)

Ecarts comptables dans les finances publiques

Selon le PDMO, près de 47 Mds NPR (327 MUSD) d'investissements publics restent non vérifiés, faute de données comptables cohérentes entre le gouvernement et les institutions bénéficiaires. Ces écarts concernent aussi bien les montants investis que l'utilisation des fonds. Le PDMO souligne que ces différences proviennent de faiblesses dans les systèmes de contrôle, de pratiques comptables non uniformes et de retards dans la mise à jour des dossiers. Les secteurs de l'énergie, aviation, et télécommunications figurent parmi les plus touchés.

[Govt's massive investment of nearly Rs 47 billion unaccounted for](#)

Sri Lanka

Les autorités sri-lankaises estiment que les pertes économiques liées au cyclone se situent entre 6 et 7 Mds USD

Ce chiffre représente 6 à 7% du PIB et plus de trois fois l'estimation des dommages provoqués par le tsunami de 2004 (1,5 à 2 Mds USD). Les pertes se répartissent entre production industrielle, ralentissement du tourisme, dommages aux infrastructures, pertes de terres et productions agricoles, dépréciation des actifs des ménages et des petites et moyennes entreprises (PME). À court et moyen terme, la croissance économique sera ralentie et la pression accrue sur les finances publiques (reconstruction, indemnisation, relance). Une évaluation plus précise des dommages est en cours avec l'aide de la Banque mondiale.

[Dailymirror](#)

Le Sri Lanka demande une assistance financière supplémentaire au FMI

Pour faire face aux effets du cyclone, le Sri Lanka a sollicité auprès du FMI un financement urgent de 150 MDTs (environ 200 MUSD) dans le cadre de l'Instrument de financement rapide (RFI). Le Fonds a souligné que l'examen par le Conseil du FMI de cette demande constituait une priorité et qu'une équipe se rendrait au Sri Lanka début 2026 pour reprendre les discussions en vue de la 5e revue de la Facilité de crédit élargie (EFF) dont le rapport devait initialement être présenté au conseil d'administration du fonds le 15 décembre.

[FMI](#)

Mesures de soutien annoncées par la banque centrale après le cyclone

Une nouvelle circulaire adressée à toutes les banques agréées définit les mesures de soutien provisoires pour les particuliers et entreprises directement affectés par les récents cyclones et inondations. Sur demande des emprunteurs, les banques sont invitées à suspendre pendant 3 à 6 mois le remboursement du capital et/ou des intérêts des crédits existants, sans majoration de taux ni pénalités ; à proposer de nouveaux prêts à des conditions assouplies : période de grâce minimale de 3 mois après la suspension, taux d'intérêt plafonné à 9% par an (ou suivant le contrat), dans la limite d'un prêt de 2 ans ; et à renoncer aux frais liés aux retards de paiement, aux chèques retournés, aux frais de restructuration de crédit ou intérêts de pénalité, jusqu'au 31 janvier 2026.

[Banque centrale](#)

Moody's alerte sur les conséquences du cyclone en termes de risque souverain

Aux inondations et glissements de terrain, ainsi qu'à la perte tragique de centaines de vies (639 + 193 disparus au 11 décembre) s'ajoutent, selon l'agence, l'impact économique, fiscal et sur le crédit de la catastrophe climatique. L'agence souligne que le Sri Lanka dispose d'une capacité budgétaire bien plus faible que les autres pays de la région pour accroître sa résilience face aux risques climatiques. L'agence estime enfin que les dépenses nécessaires pour répondre aux destructions ralentiront la consolidation budgétaire post-défaut du pays.

[Moody's](#)

Le budget 2026 définitivement adopté le 5 décembre

Le parlement a adopté l'Appropriation Bill 2026 à 158 voix pour et une contre. Ce vote marque la fin du débat législatif, ouvrant la voie à la mise en œuvre des dépenses prévues - de l'ordre de 4 434 Mds LKR, soit 14,4 Mds USD - pour l'année prochaine. Le ministère des Finances reçoit la part la plus importante, tandis que la santé, les médias, la défense, l'éducation, l'administration publique et les gouvernements locaux bénéficient de montants substantiels, suivant les priorités annoncées. Il faut noter que le président a d'ores et déjà déclaré au Parlement que le gouvernement avait alloué 50 Mds LKR (162 MUSD) supplémentaires sur le budget 2025 pour financer l'aide urgente à la suite du cyclone Ditwah et qu'une autre allocation de 500 Mds LKR (1,6 Md USD) serait proposée en janvier 2026.

[Finances](#)

La dette publique atteignait 106,6 Mds USD fin septembre (-2,8% par rapport à septembre 2024)

La dette du gouvernement central s'élevait à 102,2 Mds USD selon les données du ministère des Finances. La dette intérieure a augmenté de 8,4% par rapport à septembre 2024 pour atteindre 65 Mds USD. La dette extérieure, largement restructurée en 2024, s'élevait à 38,3 Mds USD fin septembre 2024 à comparer à 37,2 Mds USD fin septembre 2025. La dette publique exprimée en LKR a tendance à progresser légèrement en raison de l'effet change.

[Treasury](#)

Notation des obligations souveraines à long terme par les principales agences et notes-pays Coface

	Moody's		Standard & Poor's		Fitch		Coface	
	Note-pays	Perspective	Note	Perspective	Note	Perspective	Risque-pays	Climat des affaires
Inde	Baa3	Stable	BBB	Stable	BBB-	Stable	C	A4
Bangladesh	B1	Négative	BB-	Négative	BB+	Négative	C	C
Pakistan	Caa3	Stable	B-	Stable	B-	Stable	D	C
Sri Lanka	Ca	Stable	SD	Négative	CCC+	-	D	B
Népal	-	-	-	-	BB-	Stable	C	B
Maldives	Caa2	Stable	-	-	B-	Stable	C	C

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations :

www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

Responsable de la publication : Service économique régional de New Delhi

erwan.andaloussi@dgtresor.gouv.fr

Rédaction : SER de New Delhi, SE d'Islamabad, SE de Colombo, SE de Dhaka, et Antenne de Bombay

Abonnez-vous : erwan.andaloussi@dgtresor.gouv.fr